

Communiqué CGT- FSU- Solidaires

Le gouvernement semble vouloir ouvrir les portes d'un dialogue social que nous avons réclamé en pure perte ces dernières années.

Ainsi, la conférence sociale des 9 et 10 juillet prochain ne peut pas être qu'une affaire parisienne.

Après des années de politique régressive dans le domaine de l'emploi et du pouvoir d'achat, des services publics, d'atteintes aux libertés syndicales, les attentes des salariés sont grandes.

Des mesures immédiates sont attendues, elles doivent être prises.

En France et en Europe, la crise du capitalisme continue de se développer et frappe toujours durement. Les choix politiques qui ont été faits jusque-là ne permettent pas d'en sortir bien au contraire.

Le nouveau gouvernement est confronté à ce défi. Pour nous, il faut affronter les logiques de financiarisation, refuser les politiques de rigueur et la domination des marchés. Depuis 2008 nous l'avons dit et redit : « *Ce n'est pas aux salariés de payer la crise, leur crise* ».

Depuis plusieurs semaines, les annonces de réduction d'activité industrielle et de suppressions d'emploi font la une de l'actualité. Tous les secteurs industriels sont touchés et si les prévisions devaient se vérifier, une nouvelle vague de restructurations et de licenciements est à craindre.

Des négociations doivent s'ouvrir sur le niveau nécessaire du SMIC, mais plus largement sur l'ensemble des grilles pour sortir les salaires de la situation dans laquelle les politiques successives de modération salariale, de blocage, de gel les ont mis.

Au-delà du SMIC, il faut reconstruire l'ensemble des grilles salariales, au niveau conventionnel et dans chaque entreprise, dans leur cohérence et dans leur dynamique. C'est vrai dans le privé, mais aussi dans la Fonction publique où la grille indiciaire est complètement écrasée.

Il faut en finir avec l'austérité, avec le pacte budgétaire, la RGPP, la casse du service public, sources de reculs sociaux.

Il faut mener une autre politique, une politique d'investissement, génératrice de croissance, d'emploi et de progrès social. C'est une nécessité pour sortir de la crise.

Dans ce contexte, la Conférence sociale doit porter des mesures aptes à relancer notre économie. C'est la condition pour sortir du cadre de la rigueur et faire progresser la protection sociale.

Le 9 juillet les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, appellent les salariés, les retraités, les privés d'emplois, les jeunes à se rassembler à SAINT-BRIEUC, place de la Préfecture à 17 heures 30 afin d'exiger des réponses aux attentes sociales qui se sont exprimées dans les urnes.

Saint-Brieuc, le 04 juillet 2012